

LA DIMENSION POLITIQUE DE « L'URBANISATION MINIÈRE » DANS UN CONTEXTE FRAGILE DE CONFLIT ARMÉ. LE CAS DE NYABIBWE

par Karen Büscher, Jeroen Cuvelier et Franck Mushobekwa

Abstract

This article analyses the complex relationship between artisanal mining activities and dynamics of urbanisation in the fragile context of armed conflict in South Kivu, Eastern DR Congo. Starting from an ethnographic study of the evolution of the mining town of Nyabibwe, Kalehe territory, this paper investigates how artisanal mining activities, in tandem with dynamics of violent conflict and forced displacement, have resulted in particular urbanisation patterns characterized by instability and conflict. This paper contributes to the renewed debates on the phenomenon of African mining urbanisation and highlights the specific impact of the violent conflict setting. The socio-economic, spatial-demographic and political transformations of rural areas into attractive mining towns in Eastern DR Congo have particular outcomes in a context of war and instability. In particular, this study first of all aims for a better understanding of the political dimensions of mining urbanisation, by analysing the connections between these mining centres and the broader political economy influenced by elites on the provincial and national levels. The authors of this article demonstrate that the process of mining urbanisation is as such also a political process generating an urbanity that is particularly conflictual in nature.

1. INTRODUCTION

La présente étude est une contribution à l'analyse de la relation qui existe entre l'urbanisation rapide et l'exploitation minière artisanale dans l'Est du Congo. Il est utile de commencer par un bref aperçu des débats académiques concernant le phénomène de « l'urbanisation minière ».

L'approche urbaine – dans laquelle les réalités socio-économiques sont abordées à partir de la perspective des cités ou localités urbanisées – a toujours représenté une niche particulière dans l'ensemble des études académiques concernant l'impact socio-économique des activités minières en Afrique. La vaste littérature sur le Copperbelt, par exemple, compte depuis le début de son développement un bon nombre de publications qui prennent la *copper-town* comme unité principale d'analyse¹. La nouvelle attention portée par beaucoup d'auteurs académiques à l'exploitation minière artisanale en Afrique a aussi conduit à une série d'ethnographies urbaines². Malgré le fait que ces études décrivent en détail les réalités sociales, économiques, spatiales

¹ POWDERMAKER, H., *Copper town: changing Africa; the human situation on the Rhodesian Copperbelt*, New York, Harper & Row, 1962 ; EPSTEIN, A. L., *Politics in an Urban African Community*, New York, Humanities Press, 1958.

² WERTHMANN, K., "Working in a boom-town: Female perspectives on gold-mining in Burkina Faso", *Resources Policy*, vol. 34, 2009, pp. 18-23 ; WALSH, A., "'Hot Money' and daring consumption in a northern Malagasy sapphire-mining town", *American Ethnologist*, vol. 30, n° 2, 2003, pp. 290-305.

et administratives des *copper-towns*, une analyse plus compréhensive et comparative de la relation entre les activités minières et l'urbanisation en Afrique ne s'est produite que beaucoup plus récemment. L'œuvre de Bryceson et Mackinnon³ a amené un progrès significatif à l'étude du phénomène. En rassemblant des cas d'études de la Zambie, de la Tanzanie, du Ghana, de l'Afrique-du-Sud, de la Sierra Leone et de la RDC, les auteurs contribuent à l'analyse du concept d'urbanisation minière par un examen de l'impact des activités minières sur la transformation des centres urbains établis, comme aussi des nouvelles *boomtowns*, les villes champignons.

La question de l'urbanisation minière occupe également une place centrale dans les débats théoriques plus larges sur les liens entre les marchés mondiaux et l'évolution des relations ville-campagne. Dans leur ouvrage collectif, Agergaard, Fold et Gough⁴ ont analysé les tendances de l'urbanisation minière dans le contexte de la « *frontier* », une région où les liens avec les marchés mondiaux sont particulièrement dominés par un seul produit économique. La pertinence de la notion de « frontière » pour le développement des établissements miniers en Afrique a été discutée par plusieurs auteurs⁵. Introduit et élaboré par Kopytoff⁶, le concept de la « frontière » en Afrique s'est avéré utile pour définir ces centres comme des domaines sociaux (semi) autonomes en ce qui concerne l'organisation politique et administrative, la réglementation, la gouvernance, les modes de vie, etc.

Tout comme d'autres « *frontier economies* », de telles économies de cultures de rente (*cash-crops*) liées au marché mondial, les frontières de l'exploitation minière sont des espaces particulièrement dynamiques caractérisés par des changements rapides dans la structure démographique, la base économique, les possibilités professionnelles, les modes de règlement et l'utilisation des terres, où l'on observe des transformations des moyens de subsistance par le biais de la création de nouvelles activités commerciales⁷. Ces dynamiques ont un fort impact sur des liens ruraux-urbains et le processus de l'urbanisation ou la métamorphose du *remote deep rural* vers des centres urbains de concentration

³ BRYCESON, D., MacKINNON, D., "Eureka and beyond: mining's impact on African urbanization", *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 30, n° 4, 2012, pp. 513-537.

⁴ AGERGAARD, J., FOLD, N., GOUGH, K., *Rural-urban dynamics: Livelihoods, mobility and markets in African and Asian frontiers*, New York, Routledge, 2010.

⁵ GRÄTZ, T., "Gold Trading Networks and the Creation of Trust: a case-study from Northern Benin", *Africa*, vol. 74, n° 2, 2004, pp. 146-172 ; GRÄTZ, T., "The 'frontier' revisited: gold mining camps and mining communities in West Africa", *ZMO working paper* 10, Berlin, Zentrum Moderner Orient, 2013 ; WERTHMANN, K., *op. cit.* ; WERTHMANN, K., GRÄTZ, T., *Mining Frontiers in Africa. Anthropological and Historical Perspectives*, Köln, Rüdiger Köppe Verlag, 2013.

⁶ KOPYTOFF, I., *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1987.

⁷ AGERGAARD, J. *et al.*, *op. cit.*, p. 3.

de biens et de services⁸. Par rapport à d'autres « *frontier settlements* », des villes minières sont caractérisées par des développements et des manières de vivre particuliers, car fondés sur une ressource naturelle non renouvelable ; l'exploitation minière en tant que « *frontier livelihood* » est un phénomène beaucoup plus imprévisible et délimité temporairement⁹.

La présente étude de la transformation d'une petite ville minière artisanale en plein essor dans l'Est de la RD Congo, constitue alors une contribution à ces débats récents sur l'urbanisation minière. Malgré le fait que pour le Katanga par exemple il existe une littérature étendue sur l'histoire de l'impact des activités minières sur les économies locales urbaines, les réseaux sociaux, les cultures et les moyens de subsistance¹⁰, il n'y a que très peu d'études concernées par la relation explicite entre l'exploitation minière artisanale et l'urbanisation en RDC¹¹.

Les centres urbains miniers ont souvent été perçus comme des lieux de transformation ; de nombreux auteurs ont souligné les configurations économiques, sociales, spatiales et culturelles qu'on retrouve dans ces zones. Pourtant, le statut de ces villes en tant que centres de transformation politique est un sujet qui est à peine abordé. Notre article veut accorder une attention particulière aux dimensions politiques de l'urbanisation minière. Les transformations politiques qui sont générées par l'urbanisation minière ne sont pas seulement visibles à travers des changements au niveau de la gouvernance locale et de l'évolution des relations de pouvoir, mais aussi à travers la position et l'influence politique du centre minier par rapport aux réseaux économiques régionaux et nationaux. Comme nous allons le démontrer, les différents acteurs impliqués dans les activités minières artisanales sont en même temps impliqués directement ou indirectement dans la politique à plusieurs niveaux. Le processus d'urbanisation minière est donc sans doute aussi un

⁸ BRYCESON, D. F., MWAIPOPO, R., "Rural-urban transitions in Tanzania's northwest mining frontier", in AGERGAARD *et al.*, *op. cit.*, p. 158.

⁹ BRYCESON, D. F., YANKSON, P., "Frontier mining settlements: livelihood promises and predicaments", in AGERGAARD *et al.*, *op. cit.*, p. 199 ; GRÄTZ, T., "Gold Trading Networks ...", *op. cit.* ; WERTHMANN, K., GRÄTZ, T., *Mining Frontiers ...*, *op. cit.*

¹⁰ RUBBERS, B., "L'effondrement de la Générale des Carrières et des Mines", *Cahiers d'études africaines*, vol. 46, n° 181, 2006, pp. 115-133 ; DIBWE DIA MWEMBU, D., *Bana Shaba abandonnés par leur père : structures de l'autorité et histoire sociale de la famille ouvrière au Katanga, 1910-1997*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; FABIAN, J., *Jamaa: a charismatic movement in Katanga*, Evanston, Northwestern University Press, 1971.

¹¹ Voir néanmoins DE BOECK, F., "Garimpeiro Worlds: Digging, Dying and 'Hunting' for Diamonds in Angola", *Review of African Political Economy (ROAPE)*, vol. 90, n° 28, 2001, pp. 549-562 ; KABAMBA, P., "A tale of two cities: urban transformation in gold-centered Butembo and diamond-rich Mbuji-Mayi, DRC", *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 30, n° 4, 2012, pp. 669-685 ; VWAKYANAKAZI, M., *op. cit.* ; VLASSENROOT K., RAEYMAEKERS, R., "Conflict and artisanal mining in Kamituga", in VLASSENROOT, K., RAEYMAEKERS, R., *Conflict and social transformation in Eastern D.R. Congo*, Gand, Academia Press, 2004.

processus politique, ce qui transforme ces endroits auparavant isolés en des lieux maintenant connectés à des réseaux politiques nationaux, provinciaux et régionaux. Certaines études ont déjà fait une tentative d'examen des villes minières dans ce sens, en mettant l'accent sur la politique interne et la gestion politico-administrative des centres miniers, par exemple par l'étude des procédures juridiques et des procédures de l'autorité publique propres¹². Cependant, ces études ont souvent négligé certains aspects cruciaux de la relation entre l'urbanisation minière et la politique, tels que les liens avec un cadre politique plus large (la politique régionale, nationale, etc.).

Du fait d'une longue histoire de crise politique et économique, d'affaiblissement de l'État et de guerre, l'urbanisme minier est venu associer certains types d'acteurs, formels et informels, civils et militaires. Comme nous allons le constater, ce setting particulier génère des modèles distincts d'urbanisation, de gouvernance 'urbaine' et de moyens de subsistance locaux. L'évolution des centres miniers à petite échelle tel que Nyabibwe, émergeant dans un contexte de conflit armé, révèle un urbanisme qui offre des perspectives de subsistances et d'opportunités économiques, mais qui génère également des conflits et des contestations acharnées. Le processus d'urbanisation dans l'Est du Congo en général a été caractérisé par de forts conflits fonciers et des luttes de pouvoir et d'autorité publique. Ces questions ont été renforcées par les problèmes de violences et de guerres.

Le noyau de cet article est l'analyse ethnographique de l'évolution du centre minier de Nyabibwe. Partant d'une enquête sur les transformations économiques, politiques, spatiales et sociodémographiques de ce centre semi-urbain, nous allons examiner les effets politiques de l'exploitation minière artisanale dans un cadre de conflit et de post-conflit.

Nyabibwe est situé dans les collines fertiles près du lac Kivu et fait partie du « groupement » Mbinga Nord, chefferie de Buhavu en territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, situé entre les capitales du Nord- et Sud-Kivu : Goma et Bukavu. Nyabibwe a été choisi comme cas d'étude car c'est un centre de plus de 20.000 habitants qui, très récemment, a connu une forte transformation et qui est un cas flagrant du processus de l'urbanisation minière.

En reconnaissant la réputation des *boomtowns* minières comme « *distinctive political, economic and socio-cultural spaces* »¹³, cette étude vise à renforcer la compréhension de l'urbanisation rapide au Kivu et sa relation avec les activités d'exploitation minière artisanale. Dans ce qui suit, les auteurs

¹² OMASOMBO, J., " Les diamants de Kisangani : de nouveaux seigneurs se taillent des fiefs sur le modèle de l'État zaïrois de Mobutu", in MONNIER, L., JEWSIEWICKI, B., DE VILLERS, G. (dir.), *Chasse au diamant au Congo-Zaïre*, Tervuren, Institut Africain-CEDAF, 2001 ; WERTHMANN, K., "Cowries, gold and bitter money: gold mining and notions of ill-gotten wealth in Burkina Faso", *Paideuma*, n° 49, 2003, pp. 105-124.

¹³ AGERGAARD, J. *et al.*, *op. cit.*

présenteront les différentes tendances de transformation (démographique, spatiale, économique et politique) au sein du processus d'urbanisation minière, en commençant toutefois par une courte contextualisation des dynamiques de l'urbanisation dans le contexte spécifique de l'Est de la RDC.

Les données empiriques de cette étude ont été recueillies par les trois auteurs au cours de différentes visites sur le terrain entre janvier 2012 et octobre 2013¹⁴. Des méthodes de recherche qualitative ont été utilisées, telles que les discussions en *focus group* avec différents acteurs urbains présents au centre (tels que par exemple les mineurs, les commerçants, les transporteurs) ; des interviews en profondeur avec des acteurs clés (tels que les autorités publiques, les représentants des services administratifs, des '*big men*', des représentants de la société civile) ; et la consultation des archives et rapports administratifs locaux.

2. L'EXPLOITATION MINIÈRE ARTISANALE, LE CONFLIT ARMÉ ET LA TRANSFORMATION URBAINE EN RDC

Des endroits comme les villes minières offrent un point de départ original et intéressant pour étudier et mieux comprendre l'effet transformateur d'une situation de conflit armé prolongé. Par exemple, l'impact du conflit sur la gouvernance locale, la performance de l'autorité publique, les modes de subsistance, etc.¹⁵ est très sensible dans ces centres miniers. En raison de leur position stratégique dans l'économie politique de la région, ils sont devenus pendant les différentes étapes de la guerre civile au Congo¹⁶ des nœuds importants dans l'économie de guerre, et pendant le processus de paix ils influencent fortement l'évolution constante des constellations politiques.

Nous voulons souligner qu'au sein des transformations profondes de la société congolaise dues à la guerre, le processus d'urbanisation joue un rôle clé. Malgré la preuve frappante d'une urbanisation spectaculaire de l'est du Congo, les changements des relations rurales-urbaines et l'émergence de nouveaux centres urbains dans les zones rurales, le lien entre les dynamiques de conflit armé et les processus d'urbanisation dans cette région reste

¹⁴ Cette étude fait partie d'un projet de recherche financé par le Fonds de la Recherche scientifique-Flandre (FWO) coordonné par le *Conflict Research Group* (Université de Gand, Belgique) en collaboration avec le partenaire local congolais APC (*Action pour la Paix et la Concorde*) basé à Bukavu, RDC.

¹⁵ Pour une bonne lecture du conflit armé à l'Est de la RDC et ses effets transformatifs, voir: VLASSENROOT, K., RAEYMAEKERS, T., *op. cit.* ; LEMARCHAND, R., "Reflections on the crisis in Eastern Congo", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008-2009*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 105-121.

¹⁶ Pour un bon aperçu des différentes étapes de la guerre civile en RDC, voir LEMARCHAND, R., *op. cit.* ; TURNER, T., *The Congo Wars: conflict, myth and reality*, New York, Zed Books, 2007.

largement sous-étudié¹⁷. Deux tendances peuvent être observées en ce sens : la transformation des villes existantes et l'émergence de nouveaux centres urbains. En ce qui concerne la première tendance, on observe que les villes de Goma, Bukavu et Butembo par exemple ont connu d'importantes modifications à cause des dynamiques de guerre, telles que la prolifération de la violence, les déplacements forcés, l'introduction de nouveaux marchés économiques, l'installation d'organisations humanitaires internationales, etc.¹⁸. Cela a eu un impact sur le profil économique urbain, le paysage, la gouvernance urbaine, les identités et les manières de vivre. En outre, cela a également fortement modifié le rôle politico-économique et la position de ces villes aux plans régional et national.

Le deuxième processus provoqué par la guerre est l'urbanisation croissante des zones rurales au Kivu dans un contexte de déplacements de populations, avec les facteurs économiques d'attraction et d'impulsion. Les cas de Bisihe en territoire de Walikale au Nord-Kivu, ou Kamituga en territoire de Mwenga au Sud-Kivu sont des exemples de lieux qui, au cours des quinze dernières années dans un contexte de conflit armé, ont évolué de petits villages à des centres attractifs en plein essor comptant des dizaines de milliers d'habitants. Ce qui fait de ces endroits des centres « urbains » ou « semi-urbains » n'est pas seulement une question de taille démographique, c'est aussi une question de composition démographique, d'accumulation économique, de diversification des moyens de subsistance, de prestation des services publics et d'organisation politique. Finalement, l'évolution de ces connexions urbaines-rurales au Kivu a également laissé son impact sur les identités locales, les modes de vie et des réseaux socio-culturels¹⁹.

La tendance particulière de l'urbanisation minière illustre très bien la façon dont les trois dynamiques – le conflit armé, l'exploitation minière artisanale et l'urbanisation – se trouvent reliées. L'exploitation minière à petite échelle est une base importante de subsistance quotidienne dans la région du Kivu. Cette région est extrêmement riche en ressources naturelles telles que l'or, l'étain, le wolfram et le tantale (« *the 3 Ts* ») ; ceci a été, dans la littérature

¹⁷ BÜSCHER, K., *Conflict, state failure and urban transformation in the Eastern Congolese Periphery*, PhD thesis, Gand, Université de Gand, 2011.

¹⁸ BÜSCHER, K., VLASSENROOT, K., "Humanitarian presence and urban development: new opportunities and contrasts in Goma, DRC", *Disasters*, vol. 34, n° 2, 2010, pp. 256-273 ; VLASSENROOT, K., BÜSCHER, K., "Borderlands, Identity and Urban Development: the case of Goma, DRC", *Urban Studies*, vol. 50, n° 15, 2013, pp. 3168-3184 ; RAEYMAEKERS, T., 2007, *op. cit.* ; VAN OVERBEEK, F., "Renegotiating access: a governance analysis of migrants' local negotiations to the threat of land scarcity in expanding urban areas of Bukavu, South Kivu, DRC", Annual World Bank Conference on Land and Poverty, Washington, World Bank, 2012.

¹⁹ VLASSENROOT, K., RAEYMAEKERS, T., *op. cit.* ; SMITH, J. H., "Tantalus in the digital age: coltan ore, temporal dispossession, and 'movement' in the eastern Democratic Republic of the Congo", *American Ethnologist*, vol. 38, n° 1, 2011, pp. 17-35.

académique sur le conflit au Congo, analysé à plusieurs reprises comme étant une cause de conflit ou un moyen central des stratégies génératrices de revenus pour les groupes armés²⁰. Bien que le secteur minier soit de plus en plus considéré comme une base économique pour la reconstruction post-conflit du Congo, le lien entre les minéraux et les dynamiques de conflit armé demeure extrêmement complexe²¹.

Non seulement pour les groupes armés, mais aussi pour la population civile, l'exploitation minière artisanale est devenue une source essentielle de revenus²². Les dynamiques de guerre ont encore renforcé ce caractère informel du secteur minier artisanal et ont généré des changements importants dans la nature des mécanismes d'exploitation et de commerce locaux. Le *boom* des activités minières artisanales suite à la demande mondiale croissante du coltan et de l'étain (dans les années 1999-2001) s'est produit au cours de la deuxième guerre du Congo²³, où l'État congolais avait été remplacé par des groupes de rebelles contrôlant l'est du pays. En ces temps de guerre, les activités d'exploitation minière artisanale ont offert une alternative encore plus large au plan des stratégies d'adaptation et de survie pour de grands groupes de jeunes²⁴. Aujourd'hui, l'État congolais a partiellement repris le contrôle des

²⁰ JACKSON, S., "Making a Killing: Criminality and Coping in the Kivu War Economy", *Review of African Political Economy*, vol. 29, n° 93/94, 2002, pp. 517-539 ; MATZ, J. F., "Improvisational economies: coltan production in the eastern Congo", *Social Anthropology*, vol. 16, n° 1, 2008, pp. 34-50 ; GLOBAL WITNESS, "Faced with a gun, what can you do? War and the militarisation of mining in Eastern Congo", Global Witness report 2009. Pour une analyse critique de la littérature sur ce sujet : CUVELIER, J. "The complexity of resource governance in a context of state fragility: the case of Eastern Congo", Report International Alert, 2010 ; CUVELIER, J., VLASSENROOT, K., OLIN, N., "Resources, Conflict and Governance: a critical review of the evidence", *JSRP Paper 9*, Londres, London School of Economics and Political Science, 2013.

²¹ CUVELIER, J., "The complexity of resource governance...", *op. cit.* ; DE KONING, R., "Controlling conflict resources in the Democratic Republic of the Congo", Stockholm, SIPRI Policy brief, 2010 ; PERKS, R., "Can I go? Exiting the artisanal mining sector in the Democratic Republic of Congo", *Journal of International Development*, vol. 23, 2011, pp. 1115-1127.

²² GEENEN, S., KAMUNDALA BYEMBA, G., "Qui cherche, trouve' ; opportunités, défis et espoirs dans le secteur de l'or à Kamituga", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008-2009*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 183-213. Pour une lecture de l'évolution du secteur minier artisanal au Kivu, voir : MACGAFFEY, J., *The real economy of Zaire. The contribution of smuggling and other unofficial activities to national wealth*, Londres, James Currey, 1991 ; VWAKYANAKAZI, M., "Creuseurs d'or et crise socio-économique au Nord-Kivu en République du Zaïre", *Africa*, vol. 47, n° 3, 1992, pp. 75-391.

²³ Rébellion du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) entre 1998-2004 contre Laurent Désiré Kabila et les FARDC.

²⁴ VLASSENROOT, K., RAEYMAEKERS, T., *op. cit.* ; GEENEN, S., "Who seeks, finds': how artisanal miners and traders benefit from gold in the Eastern Democratic Republic of Congo", *European Journal of Development Research*, vol. 25, 2013, pp. 197-212 ; SMITH, J. H., *op. cit.* ; ANSOMS, A., MARYSSE, S., *Natural resources and local livelihoods in de Great Lakes Region of Africa; a political economy perspective*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011.

sites miniers, mais l'exploitation artisanale occupe toujours une place centrale dans les stratégies d'existence locale pour des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants dans un contexte d'instabilité politique et économique où il existe peu de sources de revenus alternatifs.

Comme d'autres villes minières situées ailleurs, non seulement l'arrivée de grands groupes de mineurs artisanaux a donné un coup de pouce considérable aux activités économiques locales²⁵, mais ces villes 'champignons' servent aussi de lieu de refuge pour des personnes qui cherchent à reconstruire leur vie après avoir été marginalisés au sein de leurs communautés d'origine²⁶. Les petites villes du Kivu qui ont émergé avec l'exploitation minière artisanale ont attiré un nombre important de pauvres ruraux et de chômeurs urbains en quête de fortune. Dans le même temps, la poursuite de la violence a poussé une grande partie de la population rurale vers ces mêmes centres, à la recherche de sécurité physique²⁷. Cette transformation des sites périphériques en des centres urbanisés d'accumulation et d'opportunité (largement informels) a entraîné une profonde réorganisation socio-économique, spatiale et politique de la société locale. Le cas de Nyabibwe en constitue un très bon exemple.

3. HISTOIRE ET TRANSFORMATION DÉMOGRAPHIQUE DE NYABIBWE

Nyabibwe est un centre dynamique et vivant ; ses rues poussiéreuses et bondées, ses taxis-motos bruyants et ses boutiques et bars colorés sont à l'opposé de son environnement calme et verdoyant. Une relative sécurité, les activités d'exploitation minière artisanale, mais aussi une variété d'autres activités économiques (les kiosques, boucheries, hôtels, salons de coiffure) de même que la présence considérable de services sociaux (écoles, églises, associations) font de Nyabibwe un endroit attrayant où l'on peut aller vivre et travailler. En 2012, le nombre d'habitants était estimé à environ 21 000²⁸, sa composition démographique reflète celle de l'ensemble du Nord- et du Sud-Kivu, avec ses différentes communautés ethniques telles que les Hutu, Tutsi,

²⁵ WALSH, A., *op. cit.* ; WERTHMANN, K., "Cowries...", *op. cit.* ; BUSH, R., "Soon there will be no-one left to take the corpses to the morgue; accumulation and abjection in Ghana's mining communities", *Resources Policy*, vol. 34, 2009, pp. 57-63.

²⁶ WERTHMANN, K., "Working...", *op. cit.* ; FISHER, E., "Occupying the margins: labour integration and social exclusion in artisanal mining in Tanzania", *Development and change*, vol. 38, n° 4, 2007, pp. 735-760 ; GRÄTZ, T., "Moralities, risk and rules in West African artisanal gold mining communities: A case study of Northern Benin", *Resources Policy*, vol. 34, n° 1, 2009, pp. 12-17.

²⁷ VLASSENROOT, K., RAEYMAEKERS, T., *op. cit.*, p. 143.

²⁸ Centre hospitalier de Nyabibwe. Ces données démographiques doivent être traitées avec prudence, car elles sont basées sur de simples estimations à partir du dernier dénombrement de la population de Nyabibwe qui date de 2009 et a été réalisé par le Centre hospitalier de Nyabibwe.

Tembo et Havu comme groupes majoritaires.

Le développement et l'expansion du centre de Nyabibwe sont étroitement liés à l'histoire de l'exploitation de la mine de cassitérite de Kalimbi, à proximité du centre. Jusqu'en 1975, le centre de Nyabibwe était presque inhabité, il y avait seulement un blanc, M. Coppense, propriétaire d'une plantation de théier et possédant un gîte pour les colons belges. En 1973, avec le début des travaux d'exploration dans la mine par la société belge SEREMI²⁹, le centre de Nyabibwe a été initialement développé par un certain nombre de représentants (les Bashamuka)³⁰ du chef coutumier (le Mwami de la chefferie de Buhavu) à qui on a accordé la terre. Les Bashamuka s'étaient eux-mêmes proposés de créer l'agglomération de Nyabibwe et ont alors joué un grand rôle dans les premiers développements du centre. À partir de 1985, la mine de Kalimbi a été exploitée de manière industrielle par la société française SMDG (*Société minière de Goma*)³¹. Après le départ de la SMDG suite à sa faillite à cause de la baisse du prix de la cassitérite, tous ces actifs miniers ont été pris en charge par un chef local, lié aux autorités coutumières. En 1993, Placide Chirimwami (cf. *infra*) qui était un puissant propriétaire terrien a monopolisé les activités d'exploitation minière artisanale via la coopérative de la COOMBECKA³², qui a été officiellement reconnue en 1993³³. Pendant la première et la seconde guerre congolaise³⁴, la situation dans la mine de Kalimbi et au centre de Nyabibwe devenait plus complexe à cause de la présence de plusieurs groupes armés étatiques et non étatiques. La mine a été exploitée intensivement de manière largement informelle et l'augmentation des prix mondiaux de cassitérite au début du nouveau millénaire a fait des activités d'exploitation minière artisanale une entreprise rentable³⁵. Nyabibwe a connu une phase d'expansion rapide vers 2000-2001, laquelle a abouti à une expansion démographique et géographique galopante, transformant ce centre

²⁹ *Société d'exploitation et de recherche minière* placée sous la direction de Messieurs Jean Sapinale et André Bielle.

³⁰ Les Bashamuka : les hommes proches du *Mwami* ou chef coutumier à qui celui-ci confie le mandat de le représenter dans une partie de son entité avec comme prérogative de gérer coutumièrement la terre et les personnes placées sous leur autorité.

³¹ GEODEM INC., "Preliminary assessment and technical report for the Kalehe project of Shamika Resources", (2008), rapport non publié nous fourni par Robert Vivian, CEO Shamika Resources.

³² *Coopérative minière pour le Bien-être communautaire de Kalehe*.

³³ CUVELIER, J., "Conflict Minerals in Eastern Democratic Republic of Congo: planned interventions and unexpected outcomes", in HILHORST, T., *Disaster, Conflict and Society in Crisis*, Londres, Routledge, 2013, pp. 132-148.

³⁴ Première guerre : 1996-1997, AFDL contre le régime de Mobutu ; deuxième guerre : 1998-2004 RCD contre le régime de Laurent Kabila (voir MARARO, S. B., "L'Est de la République démocratique du Congo : Dix ans entre la guerre et la paix (1906-2006)", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2005-2006*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 261-285 ; TURNER, T., *op. cit.*).

³⁵ ANSOMS, A., CLAESSENS, K., MUDINGA, E., "L'accaparement des terres par des élites en territoire de Kalehe, RDC", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2011-2012*, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 205-226.

rural en une agglomération urbanisée.

Semblable à d'autres cas de villes minières, la force magnétique de l'exploitation de la cassitérite a entraîné l'afflux massif de mineurs, essentiellement des jeunes, des chômeurs venant des zones rurales mais aussi des centres urbains plus éloignés³⁶. En raison de son importance économique immédiate, l'exploitation minière artisanale a la capacité de fournir à ces jeunes des moyens d'existence supplémentaires non négligeables³⁷. Il semble que, pour les nouveaux arrivants à Nyabibwe, les facteurs d'impulsion les plus forts qui amènent les gens à se lancer dans l'exploitation minière à petite échelle ou à des activités économiques secondaires liées à l'exploitation minière soient le besoin d'argent, le manque de possibilités d'emploi et la recherche de la sécurité³⁸. L'indépendance économique ou la possibilité de gagner rapidement de l'argent et de sortir de la pauvreté et de l'exclusion sociale est aussi un facteur clé d'attraction dans les villes minières de l'Afrique en général³⁹. Un facteur qui pousse à la participation aux activités minières est le fait qu'avec la guerre, l'agriculture est devenue une activité dangereuse et qui ne rapporte presque rien⁴⁰.

L'exemple de Nyabibwe correspond en grande partie à l'image typique des centres miniers africains, attractifs en raison de leur « *frontier mystique* »⁴¹. L'urbanisme dans un contexte d'exploitation minière artisanale se caractérise non seulement par le principe de « l'argent rapide », mais aussi par la promesse de pouvoir être connecté à un monde plus large et d'avoir accès à la modernité. L'urbanisation minière a non seulement attiré les familles rurales à la recherche de la survie ou d'une sécurité économique⁴², mais, pour les jeunes

³⁶ Interview de l'ancien chef du centre, Nyabibwe ; focus group des commerçants, mai 2013, Nyabibwe.

³⁷ PERKS, R., *op. cit.*

³⁸ Interview d'un ancien chef d'avenue, mai 2013, Nyabibwe.

³⁹ HILSON, G., POTTER, C., "Structural Adjustment and Subsistence Industry: artisanal Gold Mining in Ghana", *Development and Change*, vol. 36, n° 1, 2005, pp. 103-131.

⁴⁰ JACKSON, S., *op. cit.* ; SMITH, J. H., *op. cit.*

⁴¹ AGERGAARD, J. *et al.*, *op. cit.*

⁴² Dans la littérature sur la croissance du secteur minier artisanal en Afrique subsaharienne, il y a un grand débat sur les facteurs qui expliquent pourquoi tant de gens ont décidé de gagner leur vie dans les mines au cours des dernières décennies. Selon un premier groupe d'auteurs, ce sont surtout les « *pull factors* » qui jouent un rôle décisif : beaucoup de jeunes ont l'espoir que le travail dans les carrières leur donnera la possibilité de gagner beaucoup d'argent en peu de temps (DE BOECK, F., "Domesticating diamonds and dollars: Identity, expenditure and sharing in Southwestern Zaire (1984-1997)", *Development and Change*, vol. 29, 1998, pp. 777-810 ; WERTHMANN, K., "Cowries...", *op. cit.* ; WALSH, A., *op. cit.* ; OMASOMBO, J., *op. cit.*). Un deuxième groupe d'auteurs met l'accent plutôt sur les « *push factors* ». Ils notent qu'un grand nombre de petits paysans ont été obligés de diversifier leurs sources de revenus parce que les changements provoqués par les Programmes d'Ajustement Structurel et d'autres politiques de libéralisation économique ont fait en sorte qu'il est devenu difficile et même dangereux de se limiter à l'agriculture comme seule source de revenus (BRYCESON, D. F., JONSSON, J. B., "Gold digging careers in rural East Africa: small-scale miners' livelihood choices",

générations, elle est également devenue un mode de vie⁴³. En tant que centres de croissance rapide, ces établissements ont servi comme « destinations du désir »⁴⁴. Il s'agit d'une interprétation des 'frontières' minières ou des villes minières comme un espace dans lequel les nouveaux arrivés sont capables de se réinventer eux-mêmes. Werthmann et Grätz décrivent ces centres comme « des espaces imaginaires qui se composent d'idées sur une vie meilleure ; des espaces sociaux où les modes de vie et opportunités alternatifs sont possibles »⁴⁵.

Bien que les mineurs ne soient pas tous résidents dans le centre même, l'argent dépensé par eux a été la force expliquant le développement prospère de toutes sortes d'activités économiques secondaires attirant à Nyabibwe d'autres acteurs en quête de nouvelles opportunités de survie. Les commerçants se sont installés, une variété d'intermédiaires est arrivée, les prostituées ont afflué et toutes sortes de petits entrepreneurs ont démarré leurs entreprises comme une réponse à la demande croissante de services particuliers tels que le transport, la nourriture, une variété de produits manufacturés, les loisirs, etc. ...⁴⁶. Voilà comment, avec des gens d'origines très différentes et avec une grande diversité dans les compétences, Nyabibwe s'est retrouvée avec une population multi-professionnelle et s'est développée selon la structure d'extension décrite par Agergaard *et al.* : évoluant d'une agglomération temporaire à un centre doté de permanence. Reste très incertaine la question de savoir si oui ou non Nyabibwe pourra un jour compléter la dernière phase de ce développement en évoluant vers ce qu'on appelle un « centre établi », quand les principales activités vont se détourner de l'exploitation minière et se tourner vers le commerce et les services⁴⁷. On ne voit pas de façon claire si l'évolution administrative du centre vers une « commune rurale » (cf. *infra*) ira dans cette direction.

Nyabibwe n'est pas seulement caractérisée par une population multi-professionnelle, elle a aussi une population multi-ethnique. Le processus d'urbanisation minière et de l'expansion rapide de ce centre attractif a produit une transformation démographique et socioculturelle. L'afflux de gens (les mineurs comme les déplacés de guerre) y a généré un changement de la composition ethnique. Son hétérogénéité ethnique fait que le centre se

World Development, vol. 38, n° 3, 2010, pp. 379-392 ; MACONACHIE, R., HILSON, G., "Safeguarding livelihoods or exacerbating poverty? Artisanal mining and formalization in West Africa", *Natural Resources Forum*, vol. 35, n° 4, 2011, pp. 293-303.

⁴³ DE BOECK, F., "Garimpeiro worlds: Digging, dying and 'hunting' for diamonds in Angola", *Review of African Political Economy*, vol. 28, n° 90, 2001, pp. 549-62 ; BRYCESON, D. F. *et al.*, *Mining and social transformation in Africa: mineralizing and democratizing trends in artisanal production*, Oxford / New York, Routledge, 2013.

⁴⁴ BRYCESON, D. F., MWAIPOPO, R., *op. cit.* ; WALSH, A., *op. cit.*

⁴⁵ WERTHMANN, K., GRÄTZ, T., *op. cit.*, p. 15.

⁴⁶ Interview d'un membre local du CDM, mai 2013, Nyabibwe.

⁴⁷ AGERGAARD, J. *et al.*, *op. cit.*

distingue de son environnement rural. Toutefois, les tensions ethniques ne lui sont pas épargnées. En raison d'une grande représentation de la communauté hutu dans la mine Kalimbi, son influence croissante crée des frustrations parmi d'autres communautés en raison de leur « perte du monopole de la parole ». Évidemment, dans le contexte de la guerre et de la mobilisation ethnique dans les stratégies de la violence, la cohésion sociale est fortement limitée par le « réflexe ethnique » de protection de la population locale. En tant que telle, l'urbanisation minière dans le contexte de la guerre peut être considérée comme un processus inclusif mais néanmoins fragmenté. Elle rassemble des gens de différents milieux dans une recherche commune de bénéfices ; en même temps, le mécanisme de protection par la mobilisation de sa propre origine ethnique garde les réseaux socio-économiques et politiques de ce genre de villes très ethniquement fragmentés.

La densité de la population, la proximité de la route principale entre Goma et Bukavu et la présence relative de l'État congolais (représentée par des services de l'État et des forces de sécurité) créent une image de Nyabibwe comme un endroit relativement « sûr »⁴⁸. Et comme ailleurs dans les régions touchées par la guerre, les villes agissent comme des aimants pour les populations rurales repoussées par la guerre hors de leurs régions d'origine⁴⁹. Une partie des personnes ainsi déplacées seraient retournées dans leurs villages après une certaine période de séjour à Nyabibwe ; d'autres, attirées par les opportunités économiques, y sont restées⁵⁰.

Bien que la phase « *rush* » ait pris fin, Nyabibwe continue à croître petit à petit. Étant donné que, jusqu'à très récemment, Nyabibwe avait le statut administratif d'agglomération (voir plus loin dans cet article), elle ne peut pas être considérée comme pleinement « urbaine », ni être perçue de cette façon par ses habitants. Le manque d'électricité et d'infrastructures de l'eau par exemple fait hésiter les gens à classer leur centre comme « urbanisé »⁵¹. D'autre part, son activité économique diversifiée et florissante, sa concentration démographique, ses caractéristiques spatiales et matérielles, son infrastructure sociale et ses cultures et modes de vie particuliers, distinguent clairement Nyabibwe de son environnement rural.

4. LA TRANSFORMATION SPATIALE DE NYABIBWE

En général, l'urbanisation est l'une des conséquences spatiales claires du

⁴⁸ Interview d'un membre du CDM, Nyabibwe ; focus group motards, mai 2013, Nyabibwe.

⁴⁹ UDELSMANN RODRIGUEZ, C., TAVARES, A. P., "Angola's planned and unplanned urban growth: diamond mining towns in the Lunda Provinces", *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 30, n° 4, 2012, pp. 687-703.

⁵⁰ Interview d'un déplacé (et boutiquier), mai 2013, Nyabibwe.

⁵¹ Interview d'un boutiquier, Nyabibwe ; focus group jeunes entrepreneurs, mai 2013, Nyabibwe.

conflit armé et de l'économie de guerre ; elle est le résultat des changements dans l'utilisation des terres et de l'espace. Également, comme on l'a déjà souligné, l'urbanisation est le résultat des activités minières au Kivu et fait partie des transformations dans l'usage de l'espace et des terres qui viennent avec l'introduction des activités minières artisanales⁵². Nyabibwe a déjà servi comme illustration d'un point de vue 'spatial' sur les dynamiques de conflit dans l'Est de la RDC, notamment dans les études sur la relation entre les activités minières artisanales et les conflits fonciers⁵³. Bien que le problème des conflits fonciers – déjà largement documenté dans la littérature académique – soit un facteur important dans la 'politisation' du centre de Nyabibwe, ce n'est pas l'objet de notre présente étude.

La croissance rapide de Nyabibwe a eu logiquement un impact sur sa transformation spatiale. Comme les processus spatiaux sont toujours au cœur de l'urbanisation⁵⁴, il est utile de jeter un coup d'œil sur la mutation du paysage urbain, ce dernier étant à la fois le produit et le producteur de la transformation socio-économique et politique⁵⁵. En fait, il y a deux processus simultanés d'urbanisation en cours à Nyabibwe. D'une part, il s'est formé un camp minier au voisinage de la mine de Kalimbi ; d'autre part, une transformation s'est produite au centre existant. Nous allons nous concentrer sur cette seconde forme d'urbanisation, compte tenu du fait que notre analyse se concentre principalement sur Nyabibwe même, et non sur les dynamiques à Kalimbi.

L'effet spatial de l'évolution socio-économique de Nyabibwe peut servir notre compréhension des notions de temporalité, de stabilité et de prospérité liées à l'urbanisme minier dans un contexte de conflit armé.

Remontant dans le temps, les premiers bâtiments en matériaux plus durables – se distinguant des huttes d'argile caractérisant les villages dans cette région – ont été construits dans les années 1970 aux bords de la route principale⁵⁶. Ces établissements ont commencé à apparaître au moment du début de l'exploitation de la mine de Kalimbi, mais ces quelques établissements comme un hôtel et un restaurant étaient en premier lieu orientés vers le passage des commerçants sur l'axe Goma-Bukavu⁵⁷.

L'extension soutenue de Nyabibwe dans les années 1980 et 1990

⁵² NYAME, F. K., BLOCHER, J., "Influence of land tenure practices on artisanal mining activity in Ghana", *Resources Policy*, vol. 35, n° 1, 2010, pp. 47-53.

⁵³ ANSOMS, A., CLAESSENS, K., MUDINGA, E., *op. cit.*

⁵⁴ BEALL, J., "A Rationale and Research Design for Studying Cities and State Fragility", working paper LSE, Londres, Crisis State Research Centre, 2008 ; AMIN, A., THRIFT, N., *Cities. Re-imagining the Urban*, Cambridge, Polity Press, 2002.

⁵⁵ BEALL, J., *op. cit.*

⁵⁶ Interview d'un ancien tenancier de restaurant, mai 2013, Nyabibwe.

⁵⁷ RUHAORAOZA BIDOGO, E., *Problématique des constructions anarchiques dans le centre de Nyabibwe*, thèse de fin d'étude, ISDP/IDJWI, 2008.

a été interrompue à partir des années 2000 par une érection très rapide et incontrôlée de maisons en bois qui s'étendent sur plusieurs collines et sont regroupées d'une manière non structurée⁵⁸. Aujourd'hui, la grande majorité des constructions sont encore en bois ; des maisons en béton ou des constructions en briques sont assez rares. Compte tenu du niveau des revenus et du niveau de vie de certaines parties des habitants de Nyabibwe, il semble parfois surprenant que les gens n'investissent pas plus dans leur logement. Une explication souvent entendue est que les gens préfèrent investir leurs intérêts dans un logement plus permanent et moderne dans des villes régionales voisines⁵⁹. Selon la littérature, l'urbanisation des villes minières artisanales africaines est souvent caractérisée par des constructions 'informelles' et provisoires et un côté général d'« impermanence »⁶⁰. Malgré le fait qu'à travers les différentes étapes de l'expansion de Nyabibwe nous observons l'évolution d'une infrastructure provisoire à une infrastructure urbaine plus permanente, ce sentiment de temporalité et l'impermanence reste toujours présent. Nyabibwe, comme d'autres centres miniers au Kivu, se construit autour des opportunités temporaires, et donc autour d'une réalité extrêmement incertaine et imprévisible. Selon James Smith, ceci est l'un des résultats d'une situation de violence prolongée ; la violence infligée aux civils de l'Est de la RDC a été non seulement physique, mais aussi sociale et temporelle. Les gens ont senti que leurs actions n'auraient pas en-d'effets durables, et ils ont été dépossédés des outils par le biais desquels ils peuvent bâtir l'avenir⁶¹. L'incapacité à construire un avenir certain, parce la base de son existence et de son développement consiste en des revenus de ressources non renouvelables, est clairement reflétée dans l'architecture et le planning urbain de Nyabibwe.

En ce qui concerne l'urbanisation en termes de planning et d'infrastructure publique, nous notons que la première « avenue » Kamirogosa a été créée par les autorités locales en 1978⁶². Les quelques investissements réalisés par les chefs locaux du centre au cours des années 80 et 90, où ont été tracés des avenues et des quartiers, ont pris fin dès le moment où Nyabibwe a commencé à se développer à une vitesse accrue⁶³. Des initiatives de planification formelle par les autorités de l'État n'arrivaient pas à suivre l'afflux massif des nouveaux habitants et leurs moyens informels de construction. L'échec de ce processus de planification est bien sûr lié à la crise profonde et à l'affaiblissement de l'État congolais, augmentés par les dynamiques de guerre. Au cours des

⁵⁸ Interview du chef du centre ; interview d'un ancien chef d'avenue, mai 2013, Nyabibwe.

⁵⁹ *Idem*.

⁶⁰ BRYCESON, D. F., MAKINNON, D., *op. cit.* ; BRYCESON, D. F., JONSSON, J. B., *op. cit.*

⁶¹ SMITH, J. H., *op. cit.*, p. 21.

⁶² Interview d'une cheftaine d'avenue et habitante de Nyabibwe depuis 1978, mai 2013, Nyabibwe.

⁶³ RUHAORAOZA BIDIGI, E., *op. cit.*

quinze dernières années, l'extension spatiale du centre de Nyabibwe a eu lieu en l'absence de toute initiative de planification ou coordination formelle. L'absence d'un tel planning est un fait général pour l'urbanisation partout dans le pays, mais a été fortement renforcée par les dynamiques de conflit armé et par l'imprévisibilité qui caractérise les agglomérations minières dans un contexte de violence et de déplacements de populations. Sans surprise, cette expansion informelle a été de pair avec des conflits fonciers (des contestations autour des parcelles de terres) et a également laissé les habitants dans une situation d'insécurité physique. Géographiquement, le site n'était pas adapté ni préparé pour un tel processus intense et rapide de transition, le manque d'infrastructure d'eau et d'électricité laissant une grande partie des habitants de Nyabibwe dans des conditions précaires. L'afflux dans le centre de personnes déplacées comptant sur des parents, amis ou connaissances pour les loger, a créé des quartiers connaissant une densité problématique. Malgré le caractère multi-ethnique du centre (cf. infra), on identifie facilement la tendance ethnique des différents quartiers du centre de Nyabibwe.

Maintenant que, dans le contexte de la reconstruction post-conflit actuelle, les services de l'État ont retrouvé leur place et leur fonction, les initiatives de planification post-factum tendant à « formaliser » ce « centre clandestin » avec ses « constructions anarchiques »⁶⁴ semblent largement prises en vain. La principale raison en est le fonctionnement « informel » et la corruption des services de l'État responsables de l'attribution des terres et du plan cadastral, et leur manque de légitimité.

5. TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET DES STRATÉGIES DE SUBSISTANCE À NYABIBWE

L'économie locale de Nyabibwe est faite d'un ensemble d'activités variées mais liées d'une façon ou d'une autre à l'exploitation minière. Dans cette présentation de l'urbanisation minière à Nyabibwe, regardons au-delà des activités de l'exploitation minière en soi, au-delà des creuseurs et des négociants, et envisageons l'ensemble des activités économiques qui font de Nyabibwe un centre semi-urbain dynamique.

Comme l'a déclaré Perks, l'exploitation minière artisanale reflète plus qu'un opportunisme de courte durée, contredisant l'image de l'exploitation minière artisanale comme une simple « *rush activity* ». Par contre, pour beaucoup de ménages, il peut cependant faire partie d'une stratégie de diversification à long terme⁶⁵. L'exploitation minière artisanale sert alors d'activité *start-up* qui permettrait aux gens de construire des connections

⁶⁴ Bien conscient de la normativité des expressions comme telles, on les cite ici en tant que faisant partie du discours répandu localement sur les développements récents à Nyabibwe.

⁶⁵ PERKS, R., *op. cit.*, p. 1116.

sociales et d'autres opportunités de revenu. De manière générale, l'urbanisation minière facilite l'accès à une variété de nouvelles activités économiques, élargit nettement les options de moyens de subsistance locales⁶⁶. Au fur et à mesure que les villes minières grandissent, leur caractère économique évolue donc avec le développement d'une série d'activités secondaires telles que le petit commerce de biens de première nécessité, le transport, le commerce du bois, et bien sûr la prolifération des activités de services très lucratives répondant aux besoins alimentaires et de divertissement des travailleurs de la mine ; car « les mineurs sont connus pour être de grands dépensiers »⁶⁷. En 2012, Nyabibwe comptait 131 boutiques et kiosques (la plupart gérés par les déplacés), 11 salons de coiffure (beaucoup d'entre eux gérés par des jeunes en provenance de Bukavu), 7 boucheries, 3 pharmacies, plusieurs hôtels, des ateliers de couture etc. Avec un pouvoir d'achat bien supérieur à celui des agriculteurs dans la campagne, la présence de mineurs à Nyabibwe a donné lieu à l'émergence d'une « infrastructure de divertissement » très rentable et à une forte augmentation du nombre de bars, cinés et restaurants depuis le début du nouveau millénaire⁶⁸. C'est cette prolifération d'activités secondaires, services et infrastructure de divertissements et la grande diversité des produits échangés qui donne son caractère semi-urbain à Nyabibwe : « Aujourd'hui à Nyabibwe, on peut trouver presque tout ce qu'on peut trouver dans la ville. »⁶⁹

Les activités économiques, les marchés et les moyens de subsistance de Nyabibwe sont caractérisés par une forte fragmentation et par une forte instabilité liée à la dépendance des marchés urbains vis-à-vis de l'afflux d'argent provenant de l'extraction des ressources naturelles non renouvelables. La volatilité du marché et les fluctuations de prix exacerbent l'instabilité persistante de l'économie locale de Nyabibwe, le sentiment d'incertitude et l'impossibilité de prendre des décisions ou de faire des investissements à long terme.

La grande majorité des ménages de Nyabibwe dépendent directement ou indirectement des revenus de la cassitérite. À des moments où les activités minières à Kalimbi sont interrompues, toutes les autres activités de Nyabibwe connaissent un repli grave⁷⁰. Des commerçants de Nyabibwe nous expliquent qu'en cas de suspension d'activités minières, beaucoup d'entre eux sont prêts

⁶⁶ KAMETE, A. J., "Of prosperity, ghost towns and havens: Mining and urbanisation in Zimbabwe", *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 30, n° 4, 2012, pp. 589-609.

⁶⁷ BRYCESON, D. F., YANKSON, P., *op. cit.*, p. 195.

⁶⁸ Interview du manager d'un Nganda, mai 2013, Nyabibwe.

⁶⁹ Focus group de commerçants, mai 2013, Nyabibwe.

⁷⁰ Interview d'un boutiquier, mai 2013, Nyabibwe. Ce repli s'est passé à Nyabibwe à plusieurs reprises au cours de l'implication locale des initiatives de réforme minière dans le contexte de la « loi Obama » (voir CUVELIER, J., "Conflict Minerals...", *op. cit.*). La modification de la chaîne commerciale a conduit à diminuer la production, quelques éléments de la chaîne ont disparus, le nombre de comptoirs a diminué, avec un impact immense sur les moyens de subsistance car nombreux sont les creuseurs et leurs familles qui ont perdu leurs revenus.

à fermer leurs boutiques et à suivre les creuseurs vers d'autres mines⁷¹. En cas de forte baisse des activités minières, un retour à l'agriculture comme moyen de subsistance plus durable et stable ne fonctionne que pour une partie de la population de Nyabibwe (souvent les personnes qui sont actives dans le petit commerce mais qui n'ont jamais complètement abandonné l'agriculture, la gardant comme moyen de subsistance secondaire). Mais dans le cas de mineurs, ceci n'est pas du tout évident ; d'autres cas d'études ont également démontré qu'ils y sont peu enclins à cause de leur manque de compétences, de l'accès difficile à la terre et de la relativement faible rentabilité de l'agriculture par rapport à l'exploitation minière⁷².

Toutefois, même pendant ces moments de suspension, la vie économique ne connaît jamais l'arrêt complet, parce que le niveau minimal de la diversification des marchés et le fonctionnement autonome de plusieurs activités ont fait de Nyabibwe un centre commercial florissant. En outre, sa position au milieu de l'axe très fréquenté reliant les deux grandes villes de Bukavu et de Goma assure un certain niveau de revenu grâce au trafic de passage⁷³. Outre l'exploitation minière, le trafic routier reste la deuxième source de revenus dont l'existence et le développement de Nyabibwe dépendent fortement. Mais dans le contexte spécifique de la violence et de la guerre, même cette deuxième source de revenus est instable, car la route peut devenir inaccessible à tout moment à cause de l'insécurité, ceci provoquant de graves problèmes pour l'approvisionnement des marchés locaux.

Le sentiment d'instabilité et de la temporalité avec laquelle se développe Nyabibwe est donc fortement renforcé par les dynamiques du conflit armé⁷⁴. Un commerçant a expliqué par exemple ceci : « Bien que nous vivions aujourd'hui un calme, dans cette région il y a toujours des craintes ; le jour où la guerre va recommencer c'est ici qu'on va le sentir »⁷⁵. Un des effets de la guerre fortement ressenti à Nyabibwe est l'arrivée des déplacés internes. Au cours des 20 ans de guerre, l'afflux de déplacés a laissé son empreinte sur le profil socio-économique de Nyabibwe et a conduit à la transformation des moyens de subsistance locaux. Premièrement, de nombreux déplacés sont allés

⁷¹ Focus group de commerçants, mai 2013, Nyabibwe.

⁷² PERKS, R., *op. cit.* ; BRYCESON, D. F., MacKINNON, D., *op. cit.*

⁷³ Des commerçants passant par Nyabibwe font souvent un arrêt pour des rafraîchissements, de la nourriture ou un logement, ce qui signifie une source importante de revenus pour la population locale depuis l'existence du centre. Ceci n'a pas changé jusqu'à aujourd'hui. En outre, ces commerçants se font souvent à Nyabibwe un stock de nourriture et de produits locaux comme le bois, car beaucoup moins chers que dans les grandes villes (focus group avec les motards, interview du chef du centre, interview d'un ancien chef d'avenue, interview d'un client de passage dans un restaurant de Nyabibwe, venant de Goma).

⁷⁴ Comme Rodriguez et Tavares l'observent dans le cas de l'urbanisation minière en Angola, les incertitudes de la guerre empêchent largement les investissements locaux et le développement à long terme (UDELSMANN RODRIGUEZ, C., TAVARES, A. P., *op. cit.*).

⁷⁵ Interview d'un membre du CDM, mai 2013, Nyabibwe.

chercher fortune dans l'exploitation minière. Mais beaucoup d'entre eux se sont aussi intégrés dans d'autres activités économiques à Nyabibwe centre. Les ressortissants de Ziralò et Masisi par exemple, qui se sont installés au centre, ont introduit de nouvelles activités économiques telles que l'exploitation de buvettes ou petites cafétérias où l'on peut avoir un petit déjeuner simple (du lait et des beignets). Bien qu'il n'y ait pas de spécialisation ethnique claire des marchés économiques, certains secteurs ont tendance à être dominés par un groupe ethnique particulier⁷⁶. Beaucoup de personnes déplacées qui sont venues s'installer à Nyabibwe pour des raisons de sécurité ont été rapidement séduites par l'idée d'ouvrir par exemple leur boutique à elles⁷⁷.

L'impact du conflit armé prolongé sur l'organisation de l'espace économique local de Nyabibwe est très diversifié. Comme d'autres cas d'urbanisation minière tel que Kamituga par exemple, la militarisation du contrôle économique a créé un nouveau système de « pouvoir, de profit et de protection »⁷⁸. Beaucoup d'études ont démontré que les groupes armés et l'armée congolaise continuent de considérer le secteur minier comme une de leurs principales sources de revenus complémentaires ; Nyabibwe ne fait pas exception. Tout au long des années de guerre, Nyabibwe était un exemple clair d'une économie de guerre basée sur des ressources naturelles, avec une forte militarisation de l'économie locale et avec la présence des différents groupes armés. Aujourd'hui, l'armée congolaise reste le seul groupe armé qui est présent à Nyabibwe. La constante présence des FARDC au centre est devenue une partie intégrante de la réalité quotidienne comme aussi une partie intégrante du paysage semi-urbain actuel de Nyabibwe. La circulation de l'argent et les activités florissantes de ce centre émergent ont été l'occasion pour l'armée de s'engager dans des pratiques de départage des parties en conflit moyennant paiement d'une somme d'argent en guise d'amende ou de taxe informelle. Dans le même temps, les militaires des FARDC sont devenus une nouvelle clientèle considérable pour toute sorte d'entreprises ; comme ils mangent et boivent au centre, ils louent des chambres et ils visitent les prostituées⁷⁹.

Les relations entre les opérateurs économiques miniers à Nyabibwe et des acteurs armés/militaires ont été décrites par Cuvelier⁸⁰ et Ansoms *et al.*⁸¹. Les activités minières dans la mine de Kalimbi ainsi que les activités économiques à Nyabibwe ont été contrôlées par deux '*big men*' influents qui ont des alliances stratégiques avec un large éventail d'autorités politiques, civiles et

⁷⁶ Interview du représentant de la FEC ; focus group des motards, mai 2013, Nyabibwe.

⁷⁷ Interview de l'opérateur d'une boutique, mai 2013, Nyabibwe.

⁷⁸ VLASSENROOT, K., RAEYMAEKERS, T., *op. cit.*

⁷⁹ Interview du manager d'un restaurant ; interview d'une prostituée ; interview du représentant de la FEC, mai 2013, Nyabibwe.

⁸⁰ CUVELIER, J., "Conflict Minerals...", *op. cit.*

⁸¹ ANSOMS, A., CLAESSENS, K., MUDINGA, E., *op. cit.*

militaires dans la région. La lutte fortement politisée et militarisée entre les deux coopératives minières COOMBECKA et COMIKA⁸², qui contrôlent la mine de Kalimbi, a servi comme illustration de ce que Le Billon a appelé « la conflictualité de l'économie politique des ressources naturelles »⁸³.

6. LA TRANSFORMATION DE NYABIBWE EN COMMUNE RURALE

Une bonne illustration des implications politiques de l'urbanisation minière peut être trouvée dans le fait que, dans le cadre du processus de décentralisation en République démocratique du Congo, Nyabibwe a récemment changé de statut administratif, passant d'un centre simple à une « commune rurale ». Le 13 juin 2013, le Premier ministre du gouvernement central, Matata Ponyo Mapon, et le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières, Richard Muyej Mangez, ont signé un décret à cet égard, qui précise que les limites de la commune de Nyabibwe sont fixées, au nord par la rivière Mukana, au sud par la rivière Nolindi, à l'est par le lac Kivu, et à l'ouest, par le groupement Ziralo.⁸⁴ Il convient de souligner que la transformation de Nyabibwe en commune rurale est la conséquence directe de la croissance démographique causée par le boom minier : la loi sur la décentralisation stipule que seules les agglomérations ayant plus de 20.000 habitants peuvent obtenir ce statut. Alors que normalement ce sont surtout les chefs-lieux des chefferies ou des secteurs qui sont pris en considération pour devenir des communes rurales⁸⁵, Nyabibwe fait exception à cette règle. Apparemment, les autorités du Sud-Kivu et de Kinshasa ont jugé que le processus d'urbanisation minière à Nyabibwe méritait d'être reconnu administrativement.

La décentralisation a été introduite en RDC par la nouvelle constitution de 2006 et par deux lois organiques promulguées en 2008, l'une portant sur le mode de gouvernance des provinces, et l'autre traitant de l'organisation et

⁸² Comme nous allons l'expliquer plus en détail dans la partie suivante, la Coopérative minière de Kalimbi (COMIKA) a été créée par des anciens membres de la COOMBECKA qui ne supportaient plus la façon dont cette dernière était gérée par Placide Chirimwami. De son côté, Chirimwami a mal digéré leur décision de commencer à travailler de manière indépendante. En juillet 2010 il y a eu une confrontation violente entre les deux coopératives qui a résulté en un mort et plusieurs blessés.

⁸³ LE BILLON, P., "The political ecology of war: natural resources and armed conflicts", *Political Geography*, vol. 20, n° 5, 2001, pp. 561-584.

⁸⁴ Décret n° 13/029 du 13 juin 2013 conférant le statut de ville et de commune à certaines agglomérations de la province du Sud-Kivu.

⁸⁵ KLAVER, D., "Promouvoir la bonne gouvernance des Entités Territoriales Décentralisées et des Provinces en RDC : atelier d'écriture des expériences phares dans les provinces du Sud-Kivu et Orientale", Wageningen/La Haye, Cordaid/Centre for Development Innovation, 2010, p. 6.

du fonctionnement des Entités territoriales décentralisées (ETD) ainsi que de leur relation avec le gouvernement central et les provinces. Avant le début du processus de décentralisation, les provinces, les villes, les communes, les secteurs et les chefferies avaient le statut d'entités déconcentrées : leur personnel était nommé par le gouvernement central et elles n'avaient pas d'autonomie légale, administrative, financière et politique. La décentralisation a changé tout cela – au moins sur le papier : les ETD sont dotées de la personnalité juridique, elles sont gérées par les organes locaux, et elles jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources humaines, économiques, financières et techniques⁸⁶.

En théorie, sur le plan fiscal, la création de la commune rurale de Nyabibwe (une ETD) aura comme conséquence que la chefferie de Buhavu n'aura plus la possibilité d'y collecter des recettes pour son fonctionnement. Le chef coutumier (*mwami*) perdra le contrôle administratif sur le centre commercial le plus important de sa chefferie et n'aura plus le droit de percevoir des droits, taxes et redevances sur les activités minières se déroulant dans ce milieu⁸⁷. Toutefois, en pratique, les conséquences de la réforme ne seront probablement pas aussi drastiques que l'on pourrait croire. Non seulement faut-il tenir compte du fait que, depuis 2006, très peu de mesures financières de décentralisation ont été réellement mises en œuvre en RDC⁸⁸ et que les élections locales, initialement prévues pour 2007, n'ont toujours pas eu lieu⁸⁹, mais il y a aussi des indications tendant à prouver que le *mwami* est en train de faire des efforts pour sauvegarder son influence dans la mine de Kalimbi.

Comme première indication on peut citer son intervention remarquable dans un conflit de leadership au sein de la coopérative minière COMIKA. Dans une lettre en date du 6 avril 2013 et adressée au ministre provincial de Mines du Sud-Kivu, il annonçait la restructuration du comité directeur de ladite coopérative de la manière suivante :

⁸⁶ ENGLEBERT, P., "Incertitude, autonomie et parasitisme : les entités territoriales décentralisées et l'état en République Démocratique du Congo", *Politique africaine*, 2012, n° 125, pp. 169-188.

⁸⁷ Le chef coutumier a chargé un frère à lui de percevoir les taxes dans la mine de Kalimbi. Le *mwami* justifie cet encaissement de taxes au compte de la chefferie de Buhavu en se référant à l'annexe à l'ordonnance-loi n° 009/2012 du 21 septembre 2012 fixant nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des provinces et des entités territoriales décentralisées (interview avec le *mwami* de Buhavu, 25 mars 2013).

⁸⁸ ENGLEBERT, P., *op. cit.*, p. 172.

⁸⁹ Le 26 mai 2014, la Commission électorale indépendante a publié le calendrier des élections urbaines, municipales et locales, qui auront lieu en trois étapes en 2015. Le 14 juin 2015 a été fixé comme jour du vote des conseillers des communes, des secteurs et des chefferies ; le 29 août 2015 a été choisi comme jour du scrutin des conseillers urbains, des bourgmestres et des chefs de secteur ; et le 15 octobre 2015 on va élire les maires et les maires adjoints ("RDC : la Ceni publie le calendrier des élections urbaines, municipales et locales", Radio Okapi, 26 mai 2014).

- Tenant compte des multiples querelles et conflits perpétuels engendrant même des bagarres entre le président gérant Murhabazi Kanyena et son vice-président Tumaini Barimenchi
- Étant donné le pouvoir accordé au chef de chefferie en tant que gérant de la coutume de Buhavu, le président d'honneur et premier membre fondateur de la COMIKA
- Considérant le compte rendu de l'Assemblée extraordinaire tenue à Nyabibwe en date du 24/02/2013, remettant le pouvoir au chef coutumier de restructurer le comité directeur de la COMIKA
- En vue de préserver les intérêts de la communauté en protégeant le « site vert » minier de Kalimbi
- Compte tenu des observations et reproches faites par son excellence Monsieur le Ministre provincial de Mines aux Présidents Murhabazi Kanyena et son adjoint Tumaini Barimenchi Bagurinzira lors de sa dernière descente à Nyabibwe en date du 04/04/2013
- Tenant compte de multiples conseils prodigués au président Murhabazi Kanyena et son vice-président Tumaini Barimenchi Bagurinzira, et leurs désobéissances envers son Excellence Monsieur le Ministre Provincial des Mines
- dans le souci majeur de sauver cette coopérative
- procédons ce jour à la restructuration du Comité Directeur de la Coopérative Minière de Kalimbi « COMIKA » (...)

Murhabazi Kanyena et Tumaini Barimenchi Bagurinzira, les dirigeants limogés par le mwami, sont deux hommes forts bien connus à Nyabibwe. Le premier, un ancien joueur de football originaire de la chefferie de Kabare dans le Sud-Kivu, a occupé la fonction de chef de centre de Nyabibwe entre 2000 et 2008. Il a d'abord travaillé comme chef de puits de la COOMBECKA, mais suite à un conflit avec Placide Chirimwami, le président de cette coopérative, il a décidé de créer sa propre coopérative. Le départ de Murhabazi et sa décision de commencer à travailler de manière autonome ont été symptomatiques du changement des rapports de force à Nyabibwe. Pendant plusieurs années, Chirimwami était incontournable en ce qui concerne l'accès aux ressources minières. Sa dominance au niveau de la mine de Kalimbi était basée sur sa capacité à jouer de plusieurs registres de pouvoir. D'abord, comme Claessens et Lwabozi le montrent dans un autre chapitre de cet annuaire, il a pu profiter de ses liens familiaux avec le pouvoir coutumier pour légitimer son autorité quant à la distribution des portions de terres, pas seulement au niveau de sa propre plantation de café à Mukwidja⁹⁰ mais aussi au niveau de la mine de Kalimbi. Puis il a également tiré profit de sa longue implication dans la politique provinciale et des contacts établis pendant cette période pour obtenir les documents et les permis nécessaires à ses activités minières artisanales⁹¹. Finalement, il a aussi pu montrer à la population minière de Nyabibwe qu'il

⁹⁰ Placide est l'oncle paternel du chef de groupement de Mbinga-Nord et le frère du grand-père du Mwami Kamirogosa III Shosho Ntale Franck.

⁹¹ Interview avec Placide Chirimwami, 3 novembre 2013.

avait de bons contacts avec des groupes armés dans la région et qu'il était alors capable d'utiliser la force pour protéger ses intérêts⁹².

Selon Murhabazi, Chirimwami se serait comporté comme un dictateur dans la mine de Kalimbi : il aurait abusé de son pouvoir comme président de la COOMBECKA pour arracher des puits et des minerais à plusieurs équipes de creuseurs. Parmi les victimes il y avait Murhabazi mais aussi le mwami de la chefferie de Buhavu à qui la COOMBECKA avait préalablement donné un puits comme signe de reconnaissance de son autorité coutumière. Quand Murhabazi a décidé de regrouper les adversaires de Chirimwami dans la coopérative COMIKA, le mwami a accepté avec plaisir l'invitation de devenir son président d'honneur, tellement il était furieux d'avoir perdu son puits. Ce n'est qu'après, pour des raisons que nous ignorons, que Murhabazi et le mwami se sont brouillés. Murhabazi se sent évidemment trahi par la décision du chef coutumier de le chasser du comité directeur de la COMIKA⁹³.

Le deuxième protagoniste mentionné dans la lettre du mwami citée ci-dessus, Tumaini Barimenchi Bagurinzira, a été identifié par le Panel d'Experts de l'ONU comme un ancien officier de la PARECO (*Coalition des Patriotes Résistants Congolais*), un groupe armé dont le plus grand nombre de dirigeants et de combattants était fourni par la communauté hutu⁹⁴. En décembre 2010, Bagurinzira a été arrêté et détenu au commissariat de police de Minova⁹⁵, soupçonné d'avoir été impliqué dans un meurtre commis lors d'une confrontation violente entre les creuseurs de la COOMBECKA et de la COMIKA à la fin du mois de juin de la même année. Selon les experts de l'ONU, Bagurinzira a ensuite été libéré de force par 12 soldats des FARDC dirigés par le majeur Adoni, un officier de renseignement du 24^{ième} secteur⁹⁶.

De ce qui précède, il est clair que, dans le passé, Murhabazi et Bagurinzira se sont tous les deux montrés des opposants qui n'ont pas eu peur de se révolter contre le pouvoir en place, probablement parce qu'ils se sentaient soutenus et protégés par la plupart des membres de leur coopérative minière ainsi que par certains haut-placés des FARDC. Il est alors peu étonnant qu'ils aient aussi refusé d'accepter la critique et les conseils du ministre provincial des Mines, comme le mwami l'écrit dans sa lettre. Selon nos sources, la critique du ministre portait sur la mauvaise gestion de la coopérative, qui était considérée comme une menace pour l'implémentation des initiatives de réforme dans la mine de Kalimbi⁹⁷. En procédant au licenciement immédiat de pratiquement

⁹² S/2011/738 : §464.

⁹³ Interview avec Murhabazi, mars 2013, Nyabibwe.

⁹⁴ STEARNS, J., *Pareco : Questions foncières, hommes forts locaux, et politique de milice au Nord Kivu*, Nairobi, Rift Valley Institute, 2013, p. 11.

⁹⁵ La ville de Minova se trouve au bord du lac Kivu, dans le territoire de Kalehe (province du Sud-Kivu).

⁹⁶ S/2011/738 : §463.

⁹⁷ Interview avec un membre du nouveau comité directeur de la COMIKA, novembre 2013,

toute l'équipe dirigeante de la COMIKA, le mwami a clairement voulu signifier aux autorités provinciales et à leurs partenaires internationaux (c'est-à-dire les bailleurs de fonds, ceux qui financent les initiatives de traçabilité et de certification), qu'il était bien conscient de l'importance stratégique de Kalimbi et qu'il était prêt à se porter personnellement garant de la bonne gouvernance minière dans sa chefferie⁹⁸. Au fait, Kalimbi est parmi les seuls sites miniers au Sud-Kivu à avoir obtenu le statut de « site vert », ce qui veut dire que les conditions sociales et sécuritaires dans et aux alentours de la mine remplissent les normes de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).

Une deuxième indication de la détermination du mwami à rester impliqué dans la gouvernance minière à Nyabibwe est la signature à Bukavu, en février 2014, d'un accord entre le chef coutumier de Buhavu, le Ministère provincial des Mines et l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) concernant l'identification d'un terrain qui abritera un nouveau centre (minier) de négoce à côté de la mine de Kalimbi. Le plan pour la création de tels centres a été lancé fin 2009 par la MONUSCO et le gouvernement congolais. L'idée est de créer des environnements sûrs et sécurisés où les creuseurs et les acheteurs de minerais peuvent se rencontrer en toute liberté et sans être dérangés par la présence de groupes armés. En plus de cela, ce sont des endroits où les agents de l'État doivent facilement pouvoir contrôler les transactions et encaisser les taxes, où les acheteurs doivent avoir la possibilité d'obtenir tous les documents officiels nécessaires, où la mise en sac et l'étiquetage de minerais doit avoir lieu, et où les creuseurs doivent pouvoir négocier de meilleurs prix pour leurs produits dans un environnement vraiment compétitif. Les centres de négoce sont toujours construits de telle sorte qu'ils puissent être atteints à pied par les creuseurs et qu'ils puissent accueillir tous les minerais provenant de sites miniers situés dans un rayon de 25 km⁹⁹.

Même s'il reste à voir quand et comment le centre de négoce de Nyabibwe va réellement commencer à opérer, et même si on peut se poser des questions sur les considérations juridiques qui ont été à la base de l'accord, il faut avouer que le geste du mwami d'offrir une portion de terre au Ministère des Mines et à l'OIM dans le cadre de la réforme minière témoigne d'une grande

Nyabibwe.

⁹⁸ Les adversaires du mwami, quant à eux, maintiennent que sa décision de remplacer le comité directeur de la COMIKA était surtout motivée par des considérations financières personnelles. Selon leurs dires, le chef se serait fait corrompre par les organisateurs du putsch : ces derniers lui auraient acheté un véhicule et lui auraient promis un montant de 300 USD comme revenu hebdomadaire de la mine de Kalimbi (interview avec l'ancien comité directeur de la COMIKA, novembre 2013, Nyabibwe).

⁹⁹ VERBRUGGEN, D. *et al.*, "Guide to current mining reforms in eastern DRC", Anvers, IPIS, 2011, p. 20.

intelligence stratégique et d'une bonne compréhension de l'évolution de sa propre position de pouvoir. D'une part il réalise que la transformation de Nyabibwe en commune rurale risque de le mettre hors jeu dans la mine de Kalimbi, mais d'autre part il sait aussi que sa position en tant que gardien des terres sous le système coutumier sur toute l'étendue de la chefferie de Buhavu (telle qu'elle existait avant la création de communes rurales en juin 2013) lui donne la possibilité de continuer à participer au jeu et même de marquer des buts.

Au fait, le système foncier traditionnel chez les Bahavu accorde un rôle principal au chef coutumier. Depuis la période précoloniale, c'est à lui qu'il faut s'adresser pour obtenir des droits d'utilisateur sur une portion de terre par le biais du système du *kalinzi*, une redevance sous la forme d'un travail accompli directement ou via l'extraction de ressources¹⁰⁰. Même si ce système foncier traditionnel a subi beaucoup de changements et même s'il a commencé à montrer des signes d'érosion, surtout pendant la période postcoloniale, le mwami profite du fait que les décideurs au niveau provincial semblent toujours prêts à reconnaître son autorité dans le domaine foncier. Dans le dossier de la construction du centre de négoce, on compte sur lui pour résoudre tous les problèmes éventuels avec les occupants actuels des terres en question, ce qui explique pourquoi le dernier article du Protocole d'accord dit que « la chefferie s'engage à s'occuper de toutes les personnes qui se trouvent sur le lieu ».

Il est clair que le mwami a fait des efforts pour se présenter comme un chef coutumier généreux, incontournable et moderne, quelqu'un qui semble comprendre et soutenir les démarches de la communauté internationale pour formaliser le secteur minier artisanal et le rendre plus transparent. Probablement, il espère qu'en contrepartie de cette attitude constructive, les intérêts de la chefferie de Buhavu dans la mine de Kalimbi continueront à être pris en compte malgré la création d'une commune rurale à Nyabibwe.

7. CONCLUSION

Il sera intéressant de suivre le futur développement du centre de Nyabibwe pour voir ce que seront les résultats de sa transformation administrative. L'augmentation de la tension entre les autorités coutumières et étatiques, qui se fait déjà sentir ces temps-ci, peut être un indicateur de la conflictualité future de la gouvernance locale semi-urbaine de ce lieu complexe. La gouvernance locale du centre de Nyabibwe doit être comprise dans le contexte de la complexité de la 'gouvernance des ressources' en RDC dans un paysage

¹⁰⁰ CLAESSENS, K., "Sans plantations, je ne peux pas vivre". L'accès négocié aux plantations agricoles dans le territoire de Kalehe", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2012-2013*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 251-252.

politique caractérisée par une multiplicité institutionnelle et la présence de mécanismes concurrents de gouvernance et d'autorité locales¹⁰¹. Dans le contexte général d'un État fragile, la gouvernance locale des sites miniers inclut différents acteurs étatiques et non étatiques, des acteurs militaires et non militaires, qui ont tous utilisés directement et indirectement leur participation dans les activités minières à développer et maintenir des relations patron-client¹⁰². Par la participation de cette variété d'acteurs, l'économie locale reste explicitement politique et constitue une impulsion importante pour les formations de pouvoir locales.

Auparavant décrits comme les bases de pouvoir des chefs de guerre influents, aujourd'hui les villes minières du Kivu sont rarement abordées comme des centres politiques. Il semble que ces centres aient perdu leur rôle politique d'antan, de l'époque où des enclaves minières fonctionnaient comme des centres d'exercice de pouvoir et de contrôle. Pourtant, les réalités actuelles des centres miniers comme Nyabibwe nous apprennent qu'ils restent bien des zones de refonte de la politique locale.

La future urbanisation de Nyabibwe mènera à une présence accrue d'agents de l'État, ce qui est déjà visible dans le contexte de la transformation administrative actuelle du centre. L'installation de l'administration formelle représentant les institutions étatiques est une caractéristique importante de l'urbanisation et de la transformation politico-économique d'un village vers un centre urbanisé¹⁰³. À cause de leur signification démographique, économique, politique et sociale, les centres urbains jouent un rôle crucial dans les processus de formation de l'État (et d'échec de l'État) en RDC¹⁰⁴. En tant qu'entités spatiales, physiques mais aussi politiques, ces centres peuvent nous en apprendre beaucoup sur la capacité de l'État.

Des villes et des centres urbains sont généralement considérés comme le siège de l'autorité et la représentation de l'État, ou des sites de production de l'État, car ils forment des noyaux de la performance administrative et politique¹⁰⁵. Pourtant, cette augmentation de la présence physique de l'État ne reflète pas une augmentation de l'implication de l'État dans le développement de Nyabibwe ou son contrôle accru sur l'économie et la politique locales : en dehors des mécanismes de taxation, il reste largement inactif dans le développement du centre.

On voit donc que l'urbanisation minière dans l'Est de la RDC diffère clairement du cas du Ghana, par exemple, où à travers le processus de leur développement et de l'urbanisation, les villes minières avaient acquis de

¹⁰¹ CUVELIER, J., "Conflict Minerals...", *op. cit.*

¹⁰² DE KONING, R., *op. cit.* ; CUVELIER, J., *op. cit.*

¹⁰³ BEALL, J., FOX, S., *Cities and Development*, New York, Routledge, 2009.

¹⁰⁴ BÜSCHER, K., *op. cit.*, p. 8.

¹⁰⁵ BEALL, J., *op. cit.*

nombreux services publics, des établissements d'enseignement, des hôtels, des banques et des routes pavées¹⁰⁶.

L'étude de Nyabibwe a bien illustré la façon dont les trois processus du conflit armé, de l'exploitation minière artisanale et de l'urbanisation sont étroitement interconnectés. Le déplacement forcé généré par l'insécurité croissante dans les zones rurales, ensemble avec « la promesse de fortune dans le centre urbain » généré par l'exploitation minière artisanale, ont stimulé un nouveau processus d'urbanisation. L'interdépendance de ces processus implique que l'urbanisation minière ne peut être analysée comme une tendance purement démographique, territoriale et socio-économique. Notre cas d'étude a démontré qu'elle est aussi un processus politique, modifiant le paysage local de pouvoir, d'autorité et de contrôle.

Apparaissant comme des nœuds dans l'économie politique plus large des ressources naturelles de l'Est de la RDC, les villes champignons pourront influencer de plus en plus le paysage politique, affectant à la fois les processus de formation et ceux de l'affaiblissement de l'État. Elles deviennent de nouveaux centres de réseaux informels, des concentrations de services étatiques, de soldats de l'armée et de policiers, de même qu'elles créent un nouvel espace de manœuvre pour les 'big men' non étatiques. Le processus de décentralisation congolaise tend à renforcer l'importance de ces nouveaux centres urbains, malgré leur caractère instable et leur avenir imprévisible.

La présente étude a montré comment le phénomène de l'urbanisation minière doit être interprété dans le contexte général de transformation générée par le conflit armé dans l'Est de la RDC. Les nouveaux paysages urbains qui se développent à partir des reconfigurations politiques, économiques et sociales générées par une crise armée prolongée, seront à leur tour de nouveaux centres de transformation, car ils constituent des pôles d'innovation et forment les ultimes « laboratoires du changement »¹⁰⁷ en produisant et reproduisant la société locale.

Gand, 19 juin 2014

¹⁰⁶ HILSON, G., "Once a miner, always a miner: poverty and livelihood diversification in Akwatia, Ghana", *Journal of Rural Studies*, vol. 26, n° 3, 2010, pp. 296-307 : p. 299.

¹⁰⁷ SIMONE, A., *Urban Africa. Changing Contours of Survival in the City*, Dakar/London/New York, Codesria Books, 2005 ; ROBINSON, J., "Inventions and Interventions: transforming cities – An introduction", *Urban Studies*, vol. 43, n° 2, 2006, pp. 251-258.